

## CSA départemental du mardi 31 mars 2026

Les résultats des élections municipales traduisent un désengagement massif des citoyens à l'égard de la vie politique, y compris à l'échelle locale, et, dans certains territoires, une polarisation inquiétante. L'abstention record n'est pas un hasard : elle dit la lassitude, elle dit le sentiment d'abandon. Là où l'État devrait apporter des réponses avec des services publics renforcés et efficaces, notamment dans les endroits désertés, le démantèlement des services se poursuit laissant place à l'isolement, à la débrouille, aux idées d'extrême droite, à la division.

Le système éducatif n'échappe pas à cette dynamique. La réduction des moyens fragilise encore davantage l'École publique et alimente la défiance de nos concitoyens. Pourtant, elle demeure un levier essentiel pour lutter contre les fractures sociales, recréer du lien et faire vivre les valeurs démocratiques. Pour nos organisations syndicales, le renforcement du service public d'éducation constitue une réponse centrale aux tensions actuelles.

Or, ce que nous constatons, c'est - encore une fois - **une baisse généralisée des moyens**. Derrière les discours, ce sont les **logiques comptables** qui dictent la politique menée. Les ambitions éducatives passent au second plan, sacrifiées sur l'autel des économies budgétaires, au mépris des élèves comme des personnels. Comment prétendre mieux **accompagner les élèves ou apaiser le climat scolaire en supprimant massivement des postes** ?

Dans notre département, la **baisse démographique est limitée (-1,5 %)**, mais **huit postes seront supprimés**, auxquels s'ajoute une **neuvième fermeture imposée par la création d'un Pôle d'Appui à la Scolarité**. Puisqu'aucun moyen dédié n'a été accordé pour cette mise en place des PAS, ce sont 4 postes devant élèves dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés qui sont déjà supprimés. Deux autres le seront l'an prochain. **Une dixième fermeture est annoncée pour créer un poste de remplaçant, choix qui se fait aux dépens d'au moins trois ouvertures de classe possibles dans des écoles aux effectifs à 25 élèves de moyenne**. Et il faudra sans doute supprimer des postes supplémentaires pour ouvrir des classes là où les effectifs explosent.

Certes Mme la Dasen, vous nous direz que le taux d'encadrement P/E s'améliore dans notre département malgré les fermetures. Rappelons toutefois que ce calcul est biaisé, notamment par la prise en compte des titulaires remplaçants ou celle des enseignants hors la classe. Les chiffres montrent souvent ce que l'on veut démontrer... Surtout ils ne tiennent pas compte des conditions réelles d'enseignement et en particulier du poids sans cesse grandissant que l'école inclusive fait peser sur ses personnels. Plus une école désormais n'est épargnée par des situations de violence insupportables qui laissent les équipes dans le désarroi le plus

total. Plus une école qui ne connaît aussi agressions ou remise en cause de la part des familles. Et permettez-nous de rester sceptiques sur la portée de la missive de notre ministre à ce sujet...

Comme dans bien d'autres domaines les décideurs semblent totalement déconnectés de la réalité. Ils n'ont pas idée de ce qu'est désormais l'enseignement, de ce qu'est un élève en 2026, de ce qu'une école inclusive sans moyen fait à l'école, à ses personnels comme aux élèves. Depuis des années, instance après instance, nous alertons. Depuis des années, nous ne sommes pas entendus. Cette dégradation n'est pas une vue de l'esprit : elle commence à être documentée via le registre de santé et sécurité au travail. Registre dont s'emparent peu à peu les personnels, d'ailleurs sous la seule impulsion des organisations syndicales. Car, là aussi, l'institution se défait de son devoir d'information et d'accompagnement, de son obligation de garantir la santé et la sécurité de ses agents, sans parler d'une quelconque politique de prévention...

Sans moyens, sans accompagnement, sans reconnaissance — encore une fois aucune revalorisation salariale prévue en 2026 — le système ne tient plus que par la conscience professionnelle et la capacité de résistance de ses personnels. Combien de temps encore ? Combien de collègues devront « craquer » et quitter le métier avant que cela ne change ?

Jusqu'où le gouvernement compte-t-il aller ? Jusqu'où va-t-il continuer à supprimer des postes, multiplier les annonces non tenues et maintenir une politique éducative sans moyens ? Nous continuerons à combattre cette vision cynique, strictement budgétaire et court-termiste, qui tient lieu de boussole éducative et sacrifie l'égalité des chances, creuse les inégalités, fragilise la cohésion sociale et compromet l'avenir de notre société.